

DECISION DU MAIRE

PRISE LE 1 7 SEP. 2025

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA DELIBERATION DU 1^{et} FEVRIER 2024

Service des Finances AE

n°2025-**382**

OBJET : Décision modificative relative à la régle d'avances « RA Gestion générale » RA025-206 – Élargissement des dépenses de la régle

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency, Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

VU la délibération n°2024-02-01/06 du 1er février 2024 autorisant le marie à créer, modifier ou supprimer des régies communales en application de l'article L2122-22 al.7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2020-06-25/01 de l'assemblée délibérante du 25 juin 2020 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.),

VU la décision n°2023-352 du 19 décembre 2023 portant institution de la régie d'avances auprès du service des finances "RA Direction générale" RA025-206 en abrogeant et remplaçant tous les actes antérieurs ;

VU la décision n°2024-135 du 25 avril 2024 élargissant les dépenses de la régle RA025-206, CONSIDERANT la nécessité d'étendre les dépenses de la règle.

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 12/09/2025 ;

Accusé de réception en préfecture 095-219505989-20250918-FIN2025DEC382-AU Date de réception préfecture : 18/09/2025

Article 1 : L'article 1 de la décision 2024-135 est modifié comme suit :

La régle paie les dépenses suivantes :

Achats de photos libres de droit sur internet - 623X	Frais de représentation (colloques, séminaires,) – 625X
Secours (domaine de l'éducation) - 6513	Hébergement (hôtel relogement urgence) - 65138
Alimentation - 60623	Location = 613X
Fournitures petit équipement – 60632 Fournitures d'entretien – 60631 Fournitures administratives – 6064 Livres, disques - 60225	Redevances pour licences ou applications (abonnement en ligne) (Ipad, Réseaux sociaux, Waze, Média TV/Internet, Google) – 6581XX Maintenance - 6156
Carburant - 60622 Péage - 6251	Petit matériel - 6068
Entretien et réparation – 615X	Prestations de services (billetteries, transport en commun) - 6042
Timbres fiscaux – 6354 Taxes – 63XX	Pharmacie – 60624 Frais médicaux - 6226
Achats de titres de transport - 6247 Frais de parking – 6247	Frais postaux - 6261 Frais de télécommunication - 6262
Frais de réception - 6234	Fêtes et cérémonies - 6232
Frais de mission et de déplacement des élus- 65312	Frais de représentation du maire - 65316

Seules les dépenses indiquées dans l'acte sont payables par la régie.

Article 2 : Les autres articles restent inchangés.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Comptable publique sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présentes dispositions.

Article 4 : La présente décision est transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Sarcelles
- Madame la Comptable assignataire de Montmorency

Visa du complable public

Sonia DE OLIVEIRA

e Maire, Vice-président délégué du Conseil départemental,

Luc STREHAIANO

Transmis en Sous-Préfectu

Mis en ligne ou notifié le : 1 8 SEP. 2025 Acte rendu exécutoire en vertu des

Accusé de réception en préfecture
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans 1955-21850649-30250618-FIN2025DEC382-AU
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans 1946 de l'écrylon biene curve : 1840/92025 compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.